

Contribution GDR

Au rapport d'information sur les dimensions européennes et internationales de la crise liée à la pandémie de Covid-19

Le groupe de la Gauche Démocrate et Républicaine souhaite remercier la Présidente Marielle de Sarnez pour son rapport extrêmement complet sur les dimensions européennes et internationales de la crise liée à la pandémie de Covid-19. Son point de vue quasi exhaustif sur la situation et son angle comparatiste sont très éclairants.

Les députés communistes souhaitent développer ici une analyse critique du fonctionnement de notre système économique international face à cette pandémie mondiale afin d'enrichir le débat parlementaire.

Il est fondamental pour notre analyse de partir du constat que cette pandémie est intimement liée au capitalisme mondialisé, même si de nombreux experts se sont précipités dès le début de la pandémie pour indiquer l'aspect « naturel » de toute pandémie, et donc l'absence de conséquences à en tirer sur l'impact de nos modes de vie sur la planète.

S'il est vrai que des pandémies ravagent les sociétés humaines depuis le néolithique, au premier rang desquelles la peste noire de 1348 qui a décimé entre un tiers et la moitié de la population européenne, force est de constater que depuis plusieurs décennies les pandémies 1/se déclenchent à intervalles de plus en plus rapprochés, 2/touchent de plus en plus d'endroits sur le globe et 3/contaminent de plus en plus rapidement les populations.

Une lecture politique comme celle proposée ici par les députés communistes permet d'analyser comment le néolibéralisme globalisé s'est organisé pour gérer cette crise, comment cela va constituer un exemple pour les crises futures de l'ère des changements climatiques et de l'anthropocène, et quelles en sont les limites.

La Covid-19, comme d'autres pandémies ayant émergé depuis une quarantaine d'années, est survenue au contact de populations animales contre lesquelles nous ne sommes pas immunisées. Ces contacts inopinés ont été intensifiés du fait de la déforestation et de l'exploitation intensive de notre planète.

On estime aujourd'hui que 60 % des virus ayant émergé depuis un demi-siècle sont d'origine animale, comme le VIH, Ebola, Zika, ou ce fameux SARS-COV-2.

Mais ce qui caractérise ce dernier, c'est la vitesse incroyable avec laquelle il est parvenu à peupler la planète entière.

Suivant les flux maritimes, aériens et terrestres de la mondialisation des échanges humains et commerciaux, le virus s'est propagé partout, des confins de la Chine aux plus grandes mégalopoles européennes ou américaines en quelques semaines seulement.

Personne n'avait anticipé réellement ce phénomène. Le néolibéralisme, mesurant les problématiques à l'aune du rapport cout/bénéfice, n'a pu anticiper ce type d'événements rares et dangereux, que Nassim Nicholas Taleb décrit comme la « théorie du Cygne noir », c'est-à-dire comme l'absence de capacité pour les systèmes, notamment financiers, d'anticiper des risques quasi nuls à l'échelle statistique, mais qui, lorsqu'ils adviennent, bouleversent l'ordre des choses.

Le secteur ayant le moins anticipé cet « événement cygne noir » n'est autre que le secteur pharmaceutique mondial. Ce secteur semble préférer la recherche appliquée sur les maladies pour maximiser les profits à court terme.

Pourtant très largement subventionné par l'argent du contribuable, l'industrie pharmaceutique aurait dû maintenir des niveaux d'investissement élevés dans la recherche fondamentale et dans la recherche de maladies rares, afin de maintenir une veille sanitaire à l'échelle de notre planète.

Du fait du court-termisme de cette industrie et de la négligence des responsables politiques, les peuples ont finalement découvert que malgré deux pandémies de coronavirus en vingt ans (SRAS en 2002, MERS en 2012), aucune recherche n'avait été maintenue sur ce type de virus, et que nos connaissances sur le sujet étaient nulles.

Pire, s'entêtant à lire les événements avec une grille néolibérale, les dirigeants du monde entier ont multiplié, dès l'apparition de la pandémie de Covid-19, les subventions publiques sans contreparties au secteur privé de la santé afin de terrasser ce virus.

Les contribuables paient donc trois fois l'inconséquence des pouvoirs publics et du secteur pharmaceutique : 1/ils paient les subventions pour les entreprises pharmaceutiques, 2/puis ils paient l'achat des médicaments pour se soigner, et 3/ils paieront demain pour rembourser la dette contractée pour mettre en place tout cela.

Mais seuls les contribuables du Nord pourront se permettre de payer trois fois un même service. Ceux des pays les plus pauvres n'auront pas ce luxe.

La crise sanitaire contribue donc à renforcer les inégalités sanitaires internationales.

Pourtant, cette crise aurait pu être l'occasion pour la France et l'Union européenne de lutter pour obtenir des brevets de vaccins sans propriété intellectuelle, des « biens communs mondiaux », permettant de multiplier les lieux de production, de massifier la production en diminuant les coûts et donc des prix d'achat, et d'engendrer un approvisionnement planétaire efficace.

Pourtant, rien de tout cela n'a été fait.

Les députés communistes dénoncent très fermement le manque d'ambition de la France et de l'Union européenne dans le cadre de la solidarité sanitaire internationale.

L'exécutif français, par exemple, s'est engagé à donner au « Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme » entre 2020 et 2021, 2,2 milliard d'euros, soit 432 millions d'euros par an, mais il manquait 125 millions d'euros pour notre contribution de 2020, et il manquera 119 millions pour celle de 2021, alors même que ce fonds aurait besoin de 5 milliards d'euros supplémentaires par rapport à ses financements traditionnels pour faire face à la Covid-19.

La France a également annoncé une contribution financière pour l'initiative « ACT-A » visant à partager des outils pour accélérer la lutte contre la Covid-19 à l'échelle mondiale. À son échelle, elle n'a mis que 150 millions d'euros sur les 510 promis. Et à l'échelle internationale, sur les 38 milliards d'euros nécessaires pour faire fonctionner à plein cette initiative ô combien louable, seuls 5 milliards sont sur la table !

Pire, les pays riches et les multinationales du secteur de la santé ont bloqué toutes les initiatives visant à partager les résultats des recherches vaccinales, ou permettant un accès facilité aux brevets.

L'Union européenne a contribué à bloquer des négociations au sein de l'Organisation mondiale du commerce qui consistaient à mettre en place une exception à l'accord sur les « aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce », afin que les vaccins contre la Covid-19 ne soient pas impactés par ces accords de défense de la propriété intellectuelle.

La pandémie va donc enrichir les laboratoires privés et endetter les États qui les subventionnent, alors même que les apôtres des critères de Maastricht n'ont pas modifié leur vision de l'endettement.

Car l'Union européenne a beau avoir créé les conditions pour un endettement commun et pour un plan de relance commun de 750 milliards d'euros, chacune de ces avancées va être compensée par des reculs difficiles à avaler pour les peuples : la dette contractée par l'Union européenne sera prise en contrepartie de lourdes réformes imposées par Bruxelles aux États. En France, les responsables politiques ont déjà indiqué que les réformes des retraites ou du chômage seront remises à l'ordre du jour, et que la dette devra être remboursée en totalité par les États membres.

Pourtant, les discussions sur la mise en place de ressources propres à l'Union n'avancent pas : aucune proposition de taxation de produits aux frontières de l'Union européenne, aucune proposition pour une taxe sur les transactions financières à l'échelle de l'UE, aucune taxe crédible sur les géants du numérique à l'horizon, et des accords de libre-échange qui suppriment les droits de douane négociés à tour de bras.

L'Union européenne ne pourra pourtant plus continuer comme cela, l'acceptabilité de ces méthodes est devenue très limitée dans les populations.

Sans compter le fait que les critères de convergence européens ont imposé aux États des réductions de dépense publique. Depuis trente ans, en France, la casse de l'hôpital public est organisée avec des conséquences que l'on paie aujourd'hui.

Pourtant, les gestionnaires économiques de l'Union européenne, au premier rang desquelles la Banque centrale européenne, font comme si de rien n'était, et postulent encore que le remboursement de la dette devait être l'alpha et l'oméga de toute politique publique.

Nous voyons aujourd'hui où cela nous mène : il est impossible de mettre en œuvre des politiques publiques ambitieuses pour aborder les défis du XXI^e siècle avec ces carcans budgétaires.

Pourtant, à l'occasion de la lutte contre la pandémie, les États se sont endettés massivement pour respecter la doctrine néolibérale qui consiste à faire du secteur public l'investisseur en dernier recours, et le soutien inconditionnel du secteur privé.

Mais l'ampleur des plans de relance au niveau mondial, qui, cumulés dépassent plusieurs dizaines de milliers de milliards de dollars, a créé un paradoxe politique qui risque de peser durablement sur la théorie néolibérale : les peuples ont pu constater que lorsqu'une volonté politique existait, les contraintes budgétaires qu'on nous a toujours présentées comme vitales pour nos économies ont été reléguées du jour au lendemain au second plan.

Les mouvements sociaux se sont emparés de cette faille théorique et réclament désormais la mobilisation de sommes similaires pour amorcer la transition écologique et sociale.

Les leçons tirées par les États au niveau international seront donc très importantes. Les questions du règlement des dettes et de leur légitimité seront les prochaines batailles menées entre les peuples et les dirigeants.

Car si les États ont sauvé le capitalisme comme en 2008, les peuples connaissent désormais la stratégie qui a consisté à faire renflouer les banques par les finances publiques, puis à faire payer les peuples le remboursement des dettes contractées à cette occasion.

Le remboursement des montants colossaux dédiés au sauvetage d'un système économique dévastateur pour les humains et la planète n'est plus acceptable, et la crise économique de 2020 met en tension cette difficulté.

Les peuples ne vont pas accepter de subir à nouveau les dégâts de l'austérité sur leurs services publics, sur les salaires des fonctionnaires, et sur les niveaux de vie.

Le monde est désormais à un carrefour qui va consister ou bien à changer radicalement d'organisation, ou bien à obliger les États à mener une politique de plus en plus sécuritaire afin de faire accepter des choix politiques extrêmement impopulaires.